

Communiqué commun CGT, FSU, Solidaires suite intersyndicale du 9 avril 2014

Suite à leur rencontre le 9 avril, la CGT, la FSU et Solidaires appellent à poursuivre le processus de mobilisation massive des salariés, ouvert à toutes et à tous, notamment en créant les conditions de puissantes manifestations le 1^{er} mai.

Avec les journées d'actions du 15 mai dans la Fonction publique, du 22 mai pour les Cheminots, du 3 juin pour les retraités et des initiatives revendicatives sous des formes diverses dans de nombreuses entreprises, ce 1^{er} mai est une étape et un moteur pour amplifier la mobilisation des salariés.

Le gouvernement et le patronat aggravent l'exploitation des salariés à travers de nombreuses mesures en faveur du patronat, comme celles contenues dans le « pacte de responsabilité ». Le coût du travail est un faux débat, ce qui nous coûte c'est le capital.

Le bilan des élections municipales illustre le décalage entre les attentes et besoins des citoyens et les réponses du politique.

Le Président de la République a entendu mais n'a pas écouté les voix des salariés.

C'est d'un changement de cap dont nous avons besoin et, sans surprise, le discours du nouveau Premier Ministre ne répond pas à cette exigence.

La CGT, la FSU et Solidaires affirment qu'il existe des alternatives.

L'augmentation des salaires et des pensions est possible et même indispensable pour améliorer la situation de nombreux salariés, privés d'emploi et retraités, et pour tirer toute notre économie vers le haut.

Les aides publiques accordées aux entreprises doivent être remises à plat et évaluées en fonction de leur efficacité économique et sociale.

Une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salariés, les privés d'emploi et les retraités garantira le financement de notre sécurité sociale.

Pour la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix et le choix du social, la CGT, la FSU et Solidaires poursuivent avec tous les salariés, dans l'unité syndicale la plus large possible, le débat d'idées pour le progrès social.

Le 11 avril 2014